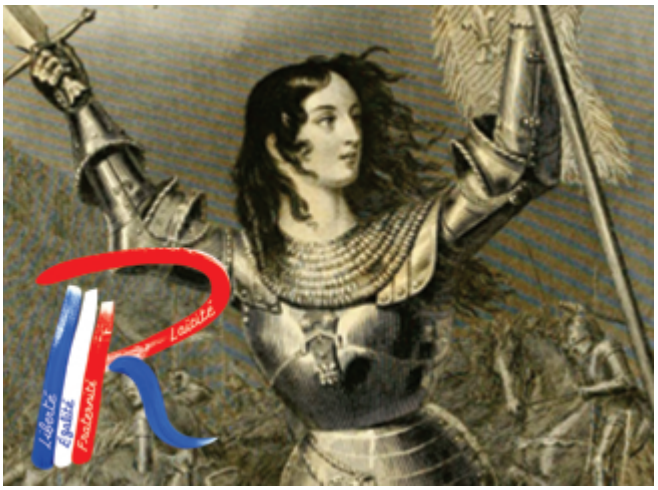
Rendez nous la démocratie que vous avez confisquée !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 3 décembre 2018



Il n’y a pas que les casseurs qui ont outragé Marianne.

Les politiques et la bien-pensance ne cessent de nous dire : nous sommes en démocratie…

Autrement dit, ces manifestations -ils acceptent de reconnaître quand même qu’elles participent d’un droit démocratique- qui contestent la politique macronniene et qui la mettent en cause n’ont pas pas de légitimité, les choses ont déjà été votées et acceptées « démocratiquement » ! Viennent se joindre au concert nombre de politologues, d’enseignants de sciences Po.po, experts en groupes politiques -surtout d’extrême droite comme par hasard !

Evidemment sont occultées leurs responsabilités qui se manifestent par :
– l’appropriation médiatique de l’expression nono-colore, qui à la rigueur, accepte celle -ne la mettant pas fondamentalement en cause- qui lui sert de caution, voire assure un relais pour affirmer que l’alternance politique existe ;

– le silence sur les conséquences de telle ou telle décision, les apparences et bonnes intentions suffisent ;
– l'exclusion d'une France laborieuse qui serait disqualifiée pour discuter des affaires de l'Etat, ce qui serait l'apanage d'une élite intellectuelle triée, non-dissidente ;
– leur désintérêt pour cette France périphérique qui serait sans avenir, résidu d'un passé révolu, au profit d'une France des grandes communautés urbaines, nouvelle, jeune, branchée et le summum, multiculturelle ;
– une abstention aux élections de plus en plus importante au fur et à mesure du temps, symptôme toujours déploré parce que les désavouant mais sans intention d'en corriger la cause ;
– le rappel permanent des heures les plus sombres de notre Histoire que certains porteraient en eux, représentation d'une partie nauséabonde de la population qu'il faut exclure des institutions.

Evidemment ils ne disent pas que le peuple est privé de sa souveraineté !
Ils ont mis en place les moyens pour lui interdire de s'exprimer démocratiquement hors des limites fixées par cette oligarchie qui sait et décide pour lui !
D'une part, ils ont verrouillé l'expression populaire en travestissant l'usage fait des règles de la représentation parlementaire. *(J'ai déjà fait remarquer que le système uninominal à deux tours, mis en place avec la Vème République pour permettre à la France d'avoir une majorité de gouvernement, est encore plus discriminant que l'uninominal anglais à un tour !)*
Comme si cela ne suffisait pas, le peu de moyen d'action pour le contrôle de son gouvernement sur des sujets importants, voire vitaux, lui a été retiré de fait par des conditions référendaires impossibles à remplir ! *(Sarkozy après avoir contourné le non au référendum sur la constitution européenne de 2005, a fait constitutionnaliser le référendum -qui n'est*

pas d'initiative populaire- aux conditions le verrouillant doublement par une proposition parlementaire puis un soutien de 10% du corps électoral).

Rajoutons que nombre de lois interdisent la réflexion, pire la contestation, sur certains sujets. Elles ont été multipliées. L'actuelle majorité veut encore les durcir et les étendre ! Voire, ces lois jouent souvent à sens unique, contre les Français (de souche), la « justice » lui donnant souvent un sens univoque » les autres ont finalement plus de droits…

Ce n'est pas trop dire que les politiques, sans vergogne, peuvent manipuler pour se faire élire… et considérer qu'ils sont légitimes après avoir été élus de faire comme ils l'entendent. *(L'exemple par excellence est la promesse de suppression de la TH pour une majorité d'imposés… Stratégie ficelée avec les fonctionnaires grassement payés de Bercy : l'augmentation des recettes de la taxe carbone devait couvrir largement le coût pour l'Etat de la compensation -partielle ?- des pertes pour les communes. Evidemment, il n'était nullement envisagé d'utiliser les recettes à la transition écologique, les français devaient le gober comme des veaux !)*

Ils affirment, de façon accrue avec Macron, l'existence d'une supranationalité européenne supérieure à celle du peuple. La nation est privée de toutes ses prérogatives, elle n'a plus sa monnaie après avoir été contrainte de modifier ses règles fiduciaires depuis les années 70… Ses lois lui sont dictées, sa justice mise sous le contrôle de la cour européenne ou d'instances internationales, la sécurité de ses citoyens passant après celles d'étrangers, ses accords décidés par d'autres…

Il serait aussi utile de traiter de la façon dont politiques, élus et partis, hauts fonctionnaires, organismes divers usent et abusent des moyens de l'Etat… Cela alourdirait de trop mon

exposé…

Il est donc temps de dire à nos politiques, nos élites, nos oligarques, nos hauts fonctionnaires, nos juges et tout ce qui a une once de pouvoir en France, jusqu’aux syndicats, jusqu’au média :

RENDEZ LE POUVOIR AU PEUPLE, LUI SEUL EST DÉMOCRATIQUE POUR SA GOUVERNANCE !